

## Les mots de la mondialisation ; décalages conceptuels

Jeanne Dancette

ETI Université de Genève

Le fil conducteur de cet article est le flou terminologique et notionnel qui règne dans les discours liés à la mondialisation. Ce constat n'est pas pour nous étonner : Les mots sont multiples et changeants, «des êtres vivants», disait Victor Hugo, «living beings», disait Henry Miller. «... les mots sont fragiles aussi, ajoutait Raymond Queneau, dans le poème *La chair chaude des mots*<sup>1</sup>.

Comment alors les saisir, comment les définir, comment les traduire ? Les mots sont volatiles ; ils évoluent et se définissent sous des contours variables, avant de se figer et d'entrer dans les dictionnaires.

Cette observation est particulièrement vraie dans le domaine de la mondialisation. Le projet qui viserait à en saisir le vocabulaire apparaîtrait vite comme complexe, partiel et partial : quels mots inclure, comment délimiter le domaine; et puis, de quel point de vue parle-t-on de la mondialisation, de celui des juristes, des économistes, des financiers, des défenseurs des droits des travailleurs ? Plutôt que de livrer nos observations sur un répertoire de mots, nous avons choisi, dans cet article, de nous pencher sur un aspect peu souvent évoqué en terminologie, celui de la variabilité conceptuelle des mots.

La notion de *labour standards* servira d'exemple. Nous préciserons les autres notions auxquelles elle renvoie ; nous verrons comment elle se conceptualise dans des contextes définis et nous soulignerons les difficultés de traduction que cette variabilité conceptuelle peut engendrer.

### 1. Généralités

Nous appelons décalage conceptuel les variations dans des éléments de sens d'une notion. Nous faisons référence au fait que les descriptions de notions peuvent varier selon les contextes, les situations, les besoins... au point d'empêcher l'élaboration de consensus sur le sens des notions.

Notre approche est résolument cognitive ; elle vise l'élucidation des termes et leur mise en perspective. Ayant à l'esprit le travail de documentation du traducteur ou du terminologue, nous proposons un modèle d'extraction de relations lexico-sémantiques qui montre la variabilité du terme dans son contexte.

---

<sup>1</sup> Et leur mort bien souvent de trop s'essouffler vient  
Alors on les dispose en de grands cimetières  
Que les esprits fripons nomment des dictionnaires»

La variabilité du concept est particulièrement visible quand nous explorons l'environnement du terme dans des textes de sources différentes. L'environnement est créé par le lexique (occurrences des termes) ; il connote et restreint le sens des termes. Ainsi, la résonance du terme «*labour standards*» sera-t-elle différente à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à l'Organisation internationale du travail (BIT) ou à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). La carte conceptuelle du terme variera selon le texte et le contexte.

La variabilité met le terminologue dans l'embarras ; elle le conduit trop souvent à des définitions abstraites, atemporelles et dissociée des réalités ; elle nuit à la clarté en traduction. Loin de gommer cette réalité, nous voulons au contraire la mettre en évidence.

## **2. La notion de *labour standards* dans trois contextes**

Des textes de l'OMC, de l'OIT et de la CISL – tirés des pages Web de présentation des organismes – ont été choisis pour analyser le contexte de *labour standards*. Nous avons sélectionné les passages traitant des normes du travail. Ces textes figurent en annexe<sup>2</sup>.

Nous avons extrait de ces textes les syntagmes entourant le terme *labour standards* afin de voir quelles relations conceptuelles ces syntagmes établissent avec le terme clé. Le tableau ci-dessous permet ainsi une première comparaison, qui conduit à cette observation : la source du texte détermine fortement l'environnement contextuel du terme.

---

<sup>2</sup> On remarquera que l'OMC et la CISL parlent de «*core labour standards*», alors que l'OIT parle de «*international labour standards*». Ces expressions ne renvoient pas aux mêmes normes. Rappelons que l'OIT a adopté 180 conventions concernant les normes du travail (*international labour standards*); les discussions qui ont lieu entre l'OMC et la CISL concernent seulement les normes du travail dites fondamentales (*core labour standards*). Le débat porte précisément sur ces huit normes : la CISL faisant campagne pour que l'OMC les intègre dans les accords commerciaux (la fameuse clause sociale); l'OMC s'y refusant.

Syntagmes entourant *labour standards* (abréviation : LS )

OMC (LS = 13)	OIT (LS = 17)	CISL (LS = 19)
LS: highly <u>controversial</u>	International LS are <u>universal</u>	respect the <u>internationally recognised core LS of the ILO</u>
LS for <u>protectionist purposes</u>	International LS (7)	<u>countries which violate core LS</u>
<u>core LS</u>	International LS are <u>needed</u>	<u>draw up and interpret those LS</u>
<u>Trade and LS</u>	International LS are set <u>sensitive</u> (...to be adapted to...)	<u>to incorporate enforceable core LS into concrete actions</u>
ILO as the competent <u>body to deal with LS</u>	International LS are written with <u>flexibility in their obligations</u>	the importance of <u>respect for core LS</u>
to <u>impose LS</u>	International LS are <u>adopted</u>	(governments to take) <u>steps to implement basic LS</u>
WTO agreements <u>do not deal with any core LS</u>	International LS <u>for guidance</u>	<u>commitment on LS</u>
(not) to bring LS into the arena of <u>multilateral trade negotiations</u>	<u>The setting of International LS</u>	<u>procedures and instruments for the treatment of core LS</u>
<u>recognized core LS</u>	International LS <u>are agreed under democratic principles</u>	how to <u>associate trade with respect for core LS</u>
the 1996 <u>Singapore ministerial declaration says on core LS</u>	to <u>promote International LS</u>	<u>trade liberalisation was associated with violations of core LS</u>
our commitment to the <u>observance of inter-nationally recognized core LS</u>	International LS are <u>applied</u>	respect for core labour standards
	International LS <u>contribute to [...] lasting peace</u>	<u>worldwide commitment to core LS</u>
	International LS can help <u>mitigate [...]adverse effects of Intn'l market competition.</u>	respect core LS
	International LS can <u>help the development process</u>	

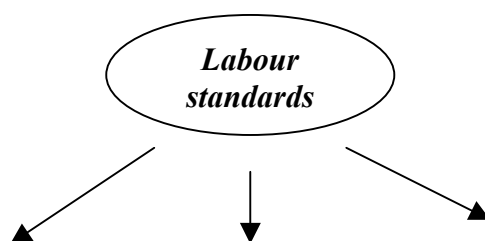
Dans le tableau ci-dessus, nous avons souligné toutes les expressions qui entretiennent des relations conceptuelles avec le terme *labour standards*. La comparaison entre les trois colonnes montre que le terme n'a pas la même résonance à l'OMC, à l'OIT et à la CISL.

### 3. Les fonctions lexicales et les relations conceptuelles du terme

Le tableau suivant va plus loin dans la mise en évidence des nuances de sens qu'attribue chaque organisme à l'expression *labour standards*. Les expressions ont été regroupées par type de relations conceptuelles, telles que le générique (**Gener**), le quasi-synonyme (ou synonyme à intersection, **Syn**  $\cap$ ), le spécifique (**Spec**), la propriété (**Prop**), l'agent (**Ag**), le facilitateur (**Facil**), le contraste (**Contr**), le résultat (**Result**), l'instrument (**Instr**), le récipiendaire (**Recip**) et l'objet (**Obj**).

Le choix des catégories de ces relations conceptuelles emprunte au modèle lexicologique de Mel'cuk, Clas et Polguère (1995), le modèle des fonctions lexicales. Notre approche est cependant très différente puisque nous cherchons à rendre compte non pas de la langue générale mais plutôt de discours spécialisés et spécifiques, dans le cadre général d'une terminologie cognitive (Temmerman 2000). Nous trouverons une autre application de notre modèle de relations lexico-sémantiques dans Dancette 2004.

## Des relations conceptuelles qui varient selon l'environnement



Relations	OMC	OIT	CISL
<b>Gener</b>	∅	System of international law	Fundamental human rights // fundamental workers' rights
<b>Syn ∩</b>	Labour rights // workplace conditions	Global model for workplace rights & responsibilities // collective international instrument	Workers' rights clause // workers' rights provisions
<b>Spec</b>	Core LS		Core LS
<b>Ag</b>	ILO	Governments // employers & workers' reps // ILO member states // ILO	ILO // WTO // governments
<b>Facil</b>	Ec. growth & development // Increased trade & trade liberalization	∅	Incorporation in agreements & clauses of the WTO
<b>Contr</b>	Comparative advantage	adverse effects of international market competition	Suppression of workers rights // gross exploitation // absence of trade union rights
<b>Prop</b>	Core // controversial	International // universal // promotional // flexible	Core
<b>Result</b>	Protectionism	Development // guidance // lasting peace	∅
<b>Instr</b>	Trade action (excuse for protectionism)	∅	Trade incentives Trade disciplines (exceptional)
<b>Recip</b>	Workers	∅	Workers (young & unorganized female) // women // victims
<b>Obj</b>	Child labour // forced labour // rights to organize & to strike	∅	Forced labour // child labour

Les relations générique, synonyme et spécifique font apparaître les convergences de conceptualisation. Toutes les autres, par contre, font ressortir des nuances, des divergences, voire des incompatibilités, dans les attributs du concept de *labour standards*, vu par chaque organisme. Par exemple, il apparaît que les normes du travail sont qualifiées par l'OMC de «controversées», que les organismes qui doivent intervenir dans le dossier (Agents) englobent un nombre bien plus grand pour l'OIT et la CISL que pour l'OMC (voir plus loin), etc. Nous résumons ces observations au moyen des fonctions<sup>3</sup> qui suivent :

Points communs :

**Gener**(*labour standards*)=fundamental human rights, system of international law, etc.

**Syn**∩(*labour standards*)=labour rights, workers rights provisions, global model for workplace rights and responsibilities

**Spec**(*labour standards*)=core labour standards

**Recip**(*labour standards*)=workers, unorganized female workers, etc.

(On notera que la CISL utilise, dans son texte français l'expression *travailleurs et travailleuses*, marquant ainsi la présence des femmes sur le marché du travail.)

Divergences :

Les divergences sont nombreuses; elles concernent en premier les intervenants (agents) devant prendre en charge l'adoption et l'application des normes du travail.

Pour les trois organismes,

**Ag**(*labour standards*)=ILO

Pour la CISL,

**Ag**(*labour standards*)=ILO, WTO, governments

Pour l'OIT,

**Ag**(*labour standards*)=governments, employers & workers representatives, ILO member states

Les divergences concernent aussi le rapport entre les normes du travail et la croissance économique.

Pour l'OMC,

**Facil**(*labour standards*)=growth

---

<sup>3</sup> Une fonction **f** associée au terme *labour standards* (l'argument) un ensemble de termes ou expressions (les valeurs de la fonction) qui se trouvent par rapport à *labour standards* dans une relation sémantique identifiée.

Pour l'OIT,

**Facil**(*growth*)=labour standards

**Facil**(*lasting peace*)=labour standards

En clair, la position de l'OMC est qu'elle n'a pas à s'occuper des normes du travail, car c'est la croissance qui en facilitera la généralisation ou l'application (grâce à la libéralisation des échanges); il n'est donc pas nécessaire de les intégrer dans les accords commerciaux puisqu'elles découlent de la croissance. La position de l'OIT se situe à l'opposé : ce sont les normes du travail qui favorisent la croissance.

Des positions extrêmes s'expriment aussi sur le rapport entre les normes du travail et le protectionnisme :

Pour l'OMC,

**Result**(*labour standards*)=protectionism

Pour l'OIT,

**Result**(*labour standards*)=development and lasting peace

L'OMC exprime ses craintes face à la généralisation des normes du travail ; l'OIT y voit un espoir pour l'humanité.

### Incompatibilités

Pour l'OMC,

**Contr**(*labour standards*)=comparative advantage

Pour l'OIT,

**Contr**(*labour standards*)=adverse effects of international market competition

Pour la CISL,

**Contr**(*labour standards*)=suppression of workers rights

La fonction **Contr** exprime ce qui va en sens contraire (les incompatibilités). Pour l'OMC, les normes du travail vont à l'encontre des avantages comparés ; pour l'OIT, elles permettent de combattre les effets négatifs de la concurrence internationale ; et pour CISL, elles sont incompatibles avec la répression des droits des travailleurs.

### Nuances

Des nuances, enfin, sont exprimées quant au bien fondé du recours aux mesures commerciales (*trade action*). La fonction **Instr** décrit l'idée de recours.

Pour l'OMC,

**Instr**(*labour standards*)=trade action

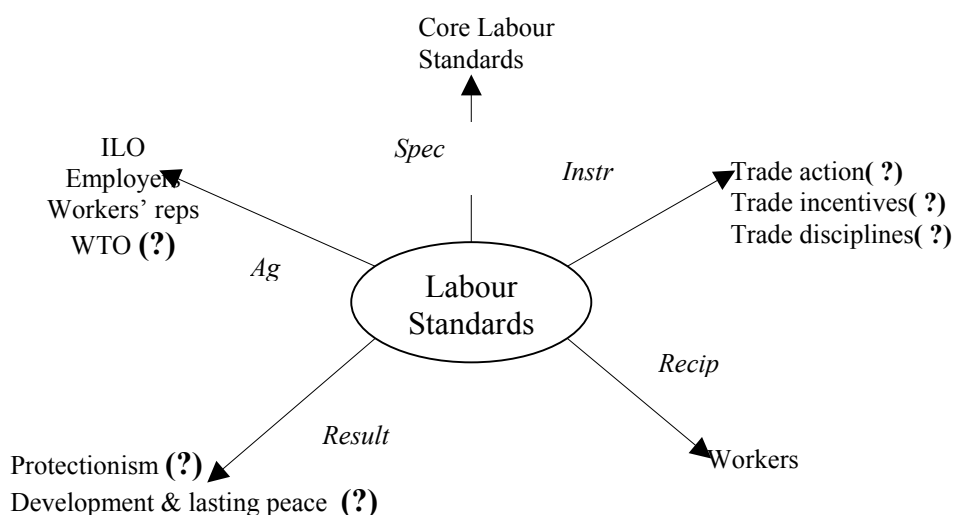
Pour la CISL,

**Instr**(*labour standards*)=trade incentives; trade disciplines (exceptional)

L'OMC critique globalement le recours aux mesures commerciales, car il peut servir de prétexte au protectionnisme. La CISL a une position plus nuancée : les mesures commerciales incitatives favorisent l'application des normes du travail; et, quant aux mesures commerciales disciplinaires, elles ne devraient être appliquées qu'à titre exceptionnel.

#### 4. La carte conceptuelle des fonctions lexicales

Le formalisme des fonctions lexicales fait apparaître un décalage conceptuel; nous le visualiserons mieux sur le graphe, ou carte conceptuelle, qui suit. (Les points d'interrogation indiquent les valeurs sur lesquelles il n'y a pas consensus.)



***La carte conceptuelle de «labour standards»***

#### 5. Généralisation de la méthode d'extraction des relations conceptuelles

Nous avons procédé à une analyse conceptuelle de textes relatifs à une notion clé faisant l'objet d'un débat. Nous avons utilisé divers outils de représentation du contenu conceptuel de ces textes, en passant de la simple extraction de syntagmes à l'identification des relations sémantiques et à la carte conceptuelle.

Nous terminerons cet article en indiquant les usages auxquels ces outils peuvent servir.

En analyse textuelle, on peut les exploiter pour mettre en évidence les points sur lesquels les discours se croisent, se recourent, s'affrontent et se répondent.



En terminologie, les divergences conceptuelles que l'extraction des relations sémantiques fait apparaître illustrent la difficulté que poserait une définition élaborée, détaillée et descriptive des notions, surtout lorsque celles-ci ne font pas l'objet d'un consensus. Bien sûr, les terminologues diront qu'ils n'ont pas à rentrer dans les débats idéologiques, politiques ou scientifiques ; mais nous pouvons penser que les décisions d'inclure tel ou tel élément de définition sont mieux éclairées lorsque les divergences conceptuelles sont établies avec précision et dûment prises en compte.

Enfin, en traductologie, les représentations conceptuelles peuvent être exploitées pour résumer de façon formelle le contenu informationnel d'un texte. En classe de traduction, nous demandons souvent aux étudiants d'explicitier les relations liant les notions les unes aux autres. Ce travail d'explicitation permet de résoudre de nombreux problèmes de traduction (pour exprimer des nuances de sens et choisir des charnières appropriées, entre autres). Il s'agit là d'une démarche sémasiologique. Nous utilisons aussi les cartes conceptuelles pour la recherche des mots conceptuellement associés (par classes de relations). Il s'agit dans ce cas d'une démarche onomasiologique. Ce deuxième usage concerne plus la terminologie, ou l'apprentissage des notions dans les domaines de spécialité. Mais les deux pratiques sont indissociables en traduction.

## **Conclusion**

Nous avons vu que le contexte connote, restreint – ou contraint – le sens des termes. Cela ne saurait nous surprendre. Toute personne avertie des débats saura que la résonance du terme «labour standards» est différente à l'OMC, à l'OIT ou à la CISL, selon qu'on est au sommet de Davos ou au contre-Davos, économiste, juriste, ou membre d'une ONG. Nous avons démontré que ces divergences se reflètent dans les outils de représentation des connaissances, et précisément dans la carte conceptuelle qui associe au mot clé un ensemble de mots sémantiquement reliés. Il nous semblait utile d'illustrer cette réalité. En effet, les décalages d'ordre idéologique et conceptuel peuvent mettre le traducteur ou le terminologue dans l'embarras, dès qu'il cherche à exprimer des nuances et à se représenter le sens précis des notions. A ce titre, notre approche relève d'une démarche sémantique et pragmatique.

## **Références :**

Dancette, J. «Les relations lexico-sémantiques dans un dictionnaire spécialisé», in *Le français dans les dictionnaires bilingues*, T. Szende (ed.), Champion-Slatkine, pp. 127-140 (sous presse).

Dancette, J. «Sens, cohérence et réseaux conceptuels» in *TTR - Traduction, Terminologie et Rédaction*, XVI/1, 2003.

Mel'cuk, I., Clas, A. et Polguère, A. (1995), *Introduction à la lexicologie explicative et combinatoire*, Louvain-La-Neuve, Duculot.

Temmerman, R. (2000), *Towards new ways of terminology description; the sociocognitive approach*, Amsterdam/Philadelphie, John Benjamins.

## Annexes

Texte 1: OMC

### Labour standards: highly controversial

Strictly speaking, this should not be mentioned here at all because there is no work on the subject in the WTO [...]. But it has been discussed so extensively, that some clarification is needed. The key phrase is “core labour standards” — essential standards applied to the way workers are treated. The term covers a wide range of things: from use of child labour and forced labour, to the right to organize trade unions and to strike.

#### *Trade and labour rights: deferred to the ILO*

Trade and labour standards is a highly controversial issue. At the 1996 Singapore Ministerial Conference, WTO members defined the organization’s role more clearly, identifying the International Labour Organization (ILO) as the competent body to deal with labour standards. There is currently no work on the subject in the WTO. The debate outside the WTO has raised three broad questions.

- **The legal question:** should trade action be permitted as a means of putting pressure on countries considered to be severely violating core labour rights?
- **The analytical question:** if a country has lower standards for labour rights, do its exports gain an unfair advantage?
- **The institutional question:** is the WTO the proper place to discuss labour?

All three questions have a political angle: whether trade actions should be used to impose labour standards, or whether this would simply be an excuse for protectionism.

The WTO agreements do not deal with any core labour standards. But some industrial nations believe the issue should be studied by the WTO as a first step toward bringing the matter of core labour standards into the organization. WTO rules and disciplines, they argue, would provide a powerful incentive for member nations to improve workplace conditions.

Many developing and some developed nations believe the issue has no place in the WTO framework. These nations argue that efforts to bring labour standards into the arena of multilateral trade negotiations are little more than a smokescreen for protectionism. Many officials in developing countries believe the campaign to bring labour issues into the WTO is actually a bid by industrial nations to undermine the comparative advantage of lower wage trading partners.

In the weeks leading up to the 1996 Singapore Ministerial Conference, and during the meeting itself, this was a hard-fought battle. In the end, WTO members said they were committed to recognized core labour standards, and that these standards should not be used for protectionism. The economic advantage of low-wage countries should not be questioned, but the WTO and ILO secretariats would continue their existing collaboration, the declaration said. The concluding remarks of the chairman, Singapore’s trade and industry minister, Mr. Yeo Cheow Tong, added that the declaration does not put labour on the WTO’s agenda. The countries concerned might continue their pressure for more work to be done in the WTO, but for the time being there are no committees or working parties dealing with the issue.

The official answer

What the 1996 Singapore ministerial declaration says on core labour standards

“We renew our commitment to the observance of internationally recognized core labour standards. The International Labour Organization (ILO) is the competent body to set and deal with these standards, and we affirm our support for its work in promoting them. We believe that economic growth and development fostered by increased trade and further trade liberalization contribute to the promotion of these standards. We reject the use of labour standards for protectionist purposes, and agree that the comparative advantage of countries, particularly low-wage developing countries, must in no way be put into question. In this regard, we note that the WTO and ILO Secretariats will continue their existing collaboration.”

**Source:** *Understanding the WTO*

30 sept. 03 (date de consultation) , [http://www.wto.org/english/thewto\\_e/whatis\\_e/tif\\_e/bey5\\_e.htm](http://www.wto.org/english/thewto_e/whatis_e/tif_e/bey5_e.htm)

## Texte 2 : OIT    **Characteristics of International Labour Standards**

ILO standard-setting has brought into being a new conception of the aims and means of action of the world community by introducing a new form of collective international instrument. The resulting system has had a profound influence on international activities in the fields of human rights, social policy and development policy

What are the characteristics of such a system of international law?

International labour standards are *universal* in character as their drafters intend that all countries be able to implement and ratify them -- regardless of each stage of economic development, or social or economic system. Because of this intent, standards are often written with certain *flexibility* in their obligations. Related to the universality of standards and the flexibility they must sometimes have as a result, several very important standards set only goals for national policy and a broad framework for national action. When ratified, these *promotional* standards oblige a country to use means appropriate to national circumstance to promote these goals -- and to be able to demonstrate progress over time in achieving the goals.

The tripartite deliberation which goes into standards' adoption is aimed, amongst other things, at ensuring that the results are *viable*. That is, that the final piece of international law can, in fact, be implemented and accepted by member States as the international standard on the subject at hand. In connection with this, international labour standards are set sensitive to the possibility that they may need to be modified or *adapted* as time goes on.

These characteristics come together in a unique way in international labour standards. In addition, the systematic regularity with which international labour standards are adopted enhances their influence as even in the absence of obligations arising out of ratification, it has become routine for those concerned with social problems to refer to international labour standards for guidance as reflecting the considered views of a representative world assembly. [...]

Transforming these universally accepted goals and rules into a binding legal obligation is each State's sovereign privilege. This is done through ratification. Even before this is done in any particular State, the standards nevertheless remain a reference point for developing policy and action on the matter at hand. [...]

Where do international labour standards come from?

The setting of international labour standards -- where international labour standards come from -- is a unique legislative process involving governments, as well as employers' and workers' representatives from around the world. [...]

How are international labour standards used?

International labour standards are agreed under democratic principles by representatives of governments, workers and employers of all the social and economic systems of the world

They are the global model for workplace rights and responsibilities. As such, it is the obligation of ILO member States to realize them as far as possible, and the mission of the ILO is to promote their realization. [...]

What the International Labour Office does to promote international labour standards [...]

What is done to see that international labour standards are applied [...]

Why are international labour standards needed?

*What is the reason for international labour standards?*

International labour standards contribute to the possibility of lasting peace.

[...]

International labour standards can help mitigate potentially adverse effects of international market competition.

[...]

International labour standards can help the development process. [...]

Source: *What are international labour standards?*

30 sept. 03 (date de consultation), <http://www.ilo.org/public/english/standards/norm/whatare/index.htm>

### **Workers' Rights in the World Trading System**

[...]

2. Discrimination and gross exploitation at the workplace in violation of fundamental workers' rights have increasingly become part of global commerce. Developing countries trying to respect these rights and improve working and living conditions are the most vulnerable to being undercut in world markets by countries seeking comparative advantage through suppression of workers' rights. Often the victims are young and unorganised female workers in export processing zones which advertise the absence of trade union rights to attract investment.

3. Trade and investment continue to hold the potential for contributing to higher growth, employment and living standards and fighting world poverty. However, the WTO must incorporate far-reaching improvements in its mechanisms so that trade and investment can serve social development and help lead to the improvement, not the denial, of working peoples' fundamental human rights. International economic relations and trade rules need to be democratised by taking developmental, social and environmental perspectives fully into account.

4. All WTO members made a commitment at the first WTO Ministerial Conference (Singapore, December 1996) to respect the internationally recognised core labour standards of the ILO. The challenge before the international trading community is to devise procedures to ensure that the minority of countries which violate core labour standards live up to that commitment.

The ILO remains the sole body qualified to draw up and interpret those standards. But what is urgently needed is a series of practical steps to incorporate enforceable core labour standards into concrete actions by the WTO to reinforce rather than undermine universal International Labour Organisation standards.

5. The 17th World Congress of the ICFTU reaffirms the goal of incorporating a workers' rights clause in the agreements and procedures of the WTO. The ILO Declaration of Fundamental Principles and Rights at Work and its Follow-up, the United Nations Copenhagen Social Summit and the UN Beijing 4th World Women's Conference have all agreed on the importance of respect for core labour standards. [...]

6. International economic relations and world trade should be fair, equitable and transparent. The ICFTU rejects the use of any workers' rights provisions for protectionist purposes. It is important that it is understood that the systematic violation of fundamental workers' rights for the purpose of providing a competitive advantage over other countries which respect those rights is a particularly cruel and unfair form of trade practice. It is important to underline that a far-reaching solution to the debt burden and the introduction of economic and technological partnership programmes with the full participation of all appropriate UN institutions would assist balanced global and economic development and therefore promote the development of open, fair, equitable and transparent trade.

7. Congress calls on the ILO and the international financial institutions to assist governments to take the necessary steps to implement basic labour standards. Trade incentives should be used to the fullest possible extent to contribute to this effort. The issue of trade disciplines would arise only if a government had demonstrably and persistently failed to accept and address the findings of the ILO and should be implemented on the basis of a progressive escalation of measures over time if a government continues to fail to meet its obligations.

8. As a first step, the WTO should set up a formal, permanent working group or similar body with the following terms of reference: [...]

It must have a defined work programme including, inter alia:

- a) a mandate to undertake analysis and to propose procedures and instruments for the treatment of core labour standards in the international trading system;
- b) the examination of how to associate trade with respect for core labour standards, including positive incentives and assistance;
- c) the consideration of measures to be taken where trade liberalisation was associated with violations of core labour standards; [...]

**Source:** *International Labour Standards and Trade, The 17th World Congress of the ICFTU, 7-4-2000*

<http://www.icftu.org/displaydocument.asp?Index=991209293&Language=EN>